

Le Canada accorde une priorité élevée à la réforme à long terme du commerce des produits agricoles. Nous sommes déçus que les 96 pays membres du GATT n'aient pas réussi à s'entendre sur un cadre de négociation à Montréal.

Malgré les efforts concertés du Canada et d'autres pays pour dégager un consensus sur l'objectif d'une réforme à long terme des échanges agricoles, l'écart entre la Communauté européenne et les États-Unis était tout simplement trop grand pour que nous puissions le combler cette semaine. Nous déplorons le fait que la Communauté européenne n'ait pas été disposée ou en mesure d'assouplir sa position à ce sujet. Si elle l'avait fait, peut-être les États-Unis auraient-ils réagi. Il faudra qu'il y ait un déblocage en ce sens au cours des mois qui viennent. La réunion de Montréal se révélera peut-être le remède nécessaire. Espérons que ce soit le cas.

Bien que nous soyons déçus, nous ne sommes pas découragés.

En outre, il importe de souligner que même si le GATT n'a pas permis d'en arriver à une entente sur l'agriculture, il a permis de réaliser des progrès substantiels dans un grand nombre d'autres domaines.

Je veux parler en particulier des résultats que nous avons obtenus dans des domaines comme l'accès aux marchés, le